

## Trame de fiche d'intervention régionalisée Bourgogne-Franche-Comté – FEADER 2023 – 2027

	Version du 25/04/2022
Article du PSN	Investissement productif on farm (Article 73)
Fiche PSN n°	73.01
Libellé de l'intervention PSN régionalisée	<b>Investissements pour la diversification des activités et des productions agricoles</b>
<b>Objectifs particuliers du document de mise en œuvre</b>	
Décrire les objectifs du document de mise en œuvre (préciser les modalités d'octroi des aides, etc.)	Par appel à projets, en paiement associé.
<b>Description de l'intervention</b>	
<b>A. Actions éligibles</b>	



### **Mise en place et développement de productions émergentes en région :**

Sont éligibles :

- Acquisition et plantation de végétaux constituant une culture pérenne ou pluriannuelle ;
- Achat, construction, aménagements intérieurs et extérieurs des bâtiments destinés à la mise en place ou au développement de productions peu présentes à l'exclusion des bâtiments éligibles au dispositif « Modernisation et adaptation des élevages au changement climatique » ;
- Matériels productifs destinés à la mise en place ou au développement de productions peu présentes en région (y compris les serres) ;
- Matériels motorisés spécifiques à l'opération, c'est à dire dédiés à la mise en place ou au développement de productions peu présentes et présents à tout moment sur le lieu de l'opération pendant au moins les 5 années qui suivent la décision d'attribution de l'aide ;
- Installations de production d'énergie renouvelable ne bénéficiant pas d'un soutien tarifaire (obligation d'achat ou appel d'offre Commission de Régulation de l'Energie).

Productions émergentes : les productions éligibles seront listées dans les appels à projets.

Précision sur les serres : équipements visant à mettre place du maraîchage ou de la production horticole dédiée aux PPAM (plantes à parfum, aromatiques et médicinales), y compris en aquaponie, afin de diversifier la production sur le territoire. Par conséquent sont exclus les équipements de serres à la production horticole des plantes d'ornements.

### **Transformation/commercialisation de produits agricoles**

#### **Définitions UE :**

*« Produits agricoles » : les produits énumérés à l'annexe I du traité du TFUE, à l'exclusion des produits de la pêche et de l'aquaculture qui relèvent du règlement (CE) n° 104/2000*

*« Transformation de produits agricoles » : toute opération portant sur un produit agricole qui aboutit à un produit qui est aussi un produit agricole, à l'exception des activités réalisées dans l'exploitation agricole qui sont nécessaires à la préparation d'un produit animal ou végétal destiné à la première vente ; Concernent la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles relevant de l'annexe I du traité ou du coton, à l'exclusion des produits de la pêche; le résultat du processus de production peut être un produit ne relevant pas de cette annexe;*

*« Commercialisation de produits agricoles » : la détention ou l'exposition en vue de la vente, de la mise en vente, de la livraison ou de toute autre forme de mise sur le marché, à l'exception de la première vente par un producteur primaire à des revendeurs ou à des transformateurs et de toute activité consistant à préparer un produit en vue de cette vente. La vente par un producteur primaire à des consommateurs finaux est considérée comme une commercialisation si elle a lieu dans des locaux distincts réservés à cette activité.*

#### **Sont éligibles**

- Achat, construction, aménagements intérieurs et extérieurs des bâtiments destinés à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des productions agricoles issues des exploitations agricoles,
- Matériel et équipements nécessaires à la transformation, au conditionnement, au stockage et à la commercialisation de produits agricoles issus des exploitations agricoles



- Véhicules respectant les 2 conditions cumulatives suivantes : dont l'usage est entièrement dédié au projet de transformation/commercialisation et ayant bénéficié d'aménagement(s) spécifique(s) irréversibles liés à l'activité de transformation et/ou de commercialisation.
- Installations de production d'énergie renouvelable ne bénéficiant pas d'un soutien tarifaire (obligation d'achat ou appel d'offre Commission de Régulation de l'Energie).

Le matériel d'occasion (*expertise technique en cours*) ;

Précisions sur la transformation/ commercialisation des produits agricoles

Transformation : plus de 50 % des produits nécessaires à la transformation doivent être issus de l'exploitation du demandeur.

Seuil de tolérance pour les produits entrants dans la transformation hors annexe 1 (ces additifs sont ajoutés à hauteur maximale de 50% dans le produit à transformer). *Expertise technique en cours pour rendre éligible la production de pain, de bière, etc.*

Commercialisation : il s'agit de commercialiser des produits majoritairement agricoles (au sens de l'annexe 1 du TFUE). *Expertise technique en cours pour rendre éligible la commercialisation de pain, de bière, etc.*

La vente de produits agricoles venant minoritairement d'autres producteurs est possible (dans un maximum de 50% du chiffre d'affaires). La prestation de vente est subventionnable dans la limite de la législation européenne en vigueur en matière de recettes liées aux investissements subventionnés. La demande de subvention pour une prestation de vente devra être appuyée par une étude indépendante.

Les points de vente collectifs sont éligibles lorsque la structure porteuse répond à la définition de « l'agriculteur actif » retenue dans le PSN. Les structures collectives doivent être composées, à minima de 50 % de personnes physiques répondant à la définition « agriculteur actif » retenue dans le PSN.



Inéligibilités	<p>Investissements destinés à l'agritourisme ;  Les investissements financés par voie de crédit-bail ;  Investissements éligibles aux mesures de la fiche PSN 73.01 (modernisation et transition) ;  Auto-construction hors fournitures sur factures (la liste des fournitures sera précisée dans les appels à projet)</p> <p><b>Inéligibilités uniquement pour les productions émergentes :</b>  Elevages bovin (sauf bisons), porcins et avicole, grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux) à l'exception de la moutarde ;  Productions aquacoles ; investissements spécifiques à l'élevage piscicole dans les projets d'aquaponie.  Productions viticoles.</p> <p><b>Inéligibilités uniquement pour la transformation/commercialisation</b>  Les transformations/commercialisations de produits majoritairement non-agricoles (&gt;50% de produit entrant hors annexe 1). <i>Expertise technique en cours pour rendre éligible la production et commercialisation de pain, de bière, etc.</i></p> <p><b>L'ensemble des coûts rendus inéligibles par le PSN, et les règlements européens pour les 2 volets de la fiche :</b>  (a) l'achat de droits de production agricole ;  (b) l'achat de droits au paiement ;  (c) l'achat de terrains pour un montant supérieur à 10 % du total des dépenses éligibles pour l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrains pour la conservation de l'environnement et la préservation des sols riches en carbone ou des terrains achetés par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles payées au bénéficiaire final ou, en cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;  (d) l'achat d'animaux, de plantes annuelles et leur plantation dans un but autre que (i) la restauration du potentiel agricole ou forestier à la suite d'une catastrophe naturelle, d'événements climatiques défavorables ou d'un événement catastrophique, (ii) la protection du bétail contre les grands prédateurs ou son utilisation en foresterie à la place de machines, (iii) élever des races menacées au sens de l'article 2, paragraphe 24, du règlement (UE) n° 2016/1012 dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ou (iv) conserver des variétés végétales menacées d'érosion génétique dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ;  (e) taux d'intérêt sur la dette, sauf en ce qui concerne les subventions accordées sous la forme d'une bonification d'intérêt ou d'une subvention pour frais de garantie ;  (g) les investissements dans les infrastructures à grande échelle, tels que déterminés par les États membres dans le plan stratégique de la PAC, ne faisant pas partie des stratégies de développement local menées par la communauté énoncées à l'article 26 du règlement [RPC], à l'exception du haut débit et des actions préventives contre les inondations ou la protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles probables, d'événements climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;  (h) les investissements dans le boisement qui ne sont pas compatibles avec les objectifs climatiques et environnementaux conformes aux principes de gestion durable des forêts, tels qu'ils sont développés dans les Directives paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.</p>
Conditions d'admissibilité	<p><b>Projets stratégiques :</b> sont considérés comme des projets stratégiques les projets pour lesquels une étude ou un diagnostic global de l'exploitation a été réalisé avant la mise en place du projet d'investissements. Ces études ou diagnostics globaux doivent prévoir la réalisation des investissements</p>



	<p>(plan d'actions) faisant l'objet de la demande d'aide. Ces études ou diagnostics pourront être financés par le Conseil régional dans le cadre de sa politique d'audits et de conseils aux exploitations.</p> <p>Le critère « projet stratégique » s'applique aux projets au-delà d'un montant plancher prévisionnel d'investissement (montant qui sera défini dans les arrêtés de mise en œuvre). Le critère est applicable à tous les porteurs de projet éligibles (individuels ou collectifs).</p> <p><u>Hypothèses de travail :</u></p> <p>Un arrêté commun pour les projets stratégiques et « classiques ». L'obtention de la labellisation « projet stratégique » est conditionnée au fait que l'exploitation ait eu recours à un conseil et que l'investissement dont fait l'objet la demande de subvention soit prévu dans le plan d'actions établi. Taux majoré, sur-plafond et points supplémentaires dans la grille de sélection.</p> <p>Les porteurs de projets sont limités à deux dépôts au cours de la programmation 2023-2027.</p>
Lignes de partage PSN	<p>Liste des productions émergentes / investissements éligibles à la fiche 73.01 Modernisation et adaptation au dérèglement climatique.</p> <p>Aucune serre n'est éligible à la fiche Transition agroécologique des productions végétales.</p> <p>Les points de vente collectifs composés minoritairement d'agriculteurs seront financés par la fiche 73.03 Investissements dans les IAA.</p> <p>Les dossiers éligibles à la fiche PSN 73.03 ne sont pas éligibles au présent dispositif, et réciproquement.</p> <p>Analyse des produits entrants et sortants transformés : Si les produits agricoles (annexe 1) entrants à transformer &lt; 50% et/ou si &gt; 50% non issus de l'exploitation agricole alors l'investissement sera financé par la fiche 73.03, sous réserve du respect des conditions d'éligibilité de la fiche.</p> <p>Les investissements éligibles à la fiche Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (fiche 65.30 du PSN) ne sont pas éligibles à cette mesure.</p> <p>Les investissements éligibles à la fiche Protection des Races Menacées (PRM) (fiche 65.31 du PSN) ne sont pas éligibles à cette mesure.</p>
Lignes de partage FESI	Les investissements éligibles à la présente fiche ne sont pas éligibles au FEDER ou au FEAMPA.
<b>B. Bénéficiaires éligibles</b>	
Liste des bénéficiaires éligibles (cas particuliers inclus)	<p>Les agriculteurs actifs au sens défini par le PSN (version du 22/12/2021) :</p> <p><i>PSN :</i></p> <p><i>« Un « agriculteur actif » est un bénéficiaire qui remplit l'une des quatre conditions suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Une personne physique assurée pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA ou régime spécial en vigueur dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge légal limite de la retraite à taux plein tel que défini dans le régime des salariés, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à retraite. Des conditions additionnelles à ce dernier point nécessitent un travail complémentaire avec les parties prenantes et feront l'objet de précisions ultérieures notifiées et intégrées au PSN ;</i></li> <li>- <i>Une société dans laquelle au moins un associé respecte, au titre de son activité dans la société, les conditions fixées pour une personne physique ;</i></li> <li>- <i>Une société sans associé cotisant à l'ATEXA, dès lors que le ou les dirigeants de cette société relèvent du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du</i></li> </ul>



CRPM et à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 du CRPM (exploitations de culture et d'élevage) ;

- Une autre personne morale ne relevant pas d'une forme sociétaire :

o les structures de droit public lorsqu'elles ont une activité agricole (lycées agricoles, collectivités...),

o les associations Loi 1901 dont les statuts prévoient l'activité agricole.

Une définition adaptée au contexte spécifique des territoires ultramarins est par ailleurs retenue pour les outre-mer. Pour ces territoires, une liste négative d'activités est retenue : Est considéré « agriculteur actif » toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole à l'exception de celles qui exploitent des aéroports, des services ferroviaires, des sociétés de services des eaux, des services immobiliers ou des terrains de sport et de loisir (à l'exception des centres équestres). »

Compléments/restriction à la définition PSN

Les cotisants solidaires sont inéligibles.

## Nature et montant de l'aide

### A. Nature de l'aide

Subvention / IF

Subvention

### B. Taux d'aide

Taux de base

**40%**

Majoration(s)

La grille sera commune à tous les volets. Elle devra être en cohérence avec les mots clefs des objectifs

Projets stratégiques : 15%

JA : 20% (pour les collectifs : prorata des parts détenues)

Bios (certification nécessaire, pour les projets collectifs 50% du nombre d'exploitations agricoles minimum) : 10%

Collectifs / PEI : 10%

Zone de montagne : 5%

Il est possible de cumuler des majorations dans la limite d'un taux d'aide global de 55%, sauf pour les JA et nouveaux installés qui pourront être financés à un taux de 60%.



### C. Calcul du montant de la subvention

Plancher (en dépenses éligibles)	<b>5 000 € HT</b>
Plafonds (en dépenses éligibles)	<b>100 000 € HT</b>
Sur-plafonds	<p><u>2 possibilités d'attribuer un sur-plafond</u> : Multipliable par le nombre d'UTH créés par l'investissement dans la limite de 3, justifié par une étude externe ou réalisée par le porteur certifiée par un organisme externe. L'étude devra répondre à un cahier des charges. <b><u>OU</u></b> Transparence GAEC ( + 60 000 € pour deuxième associé + 40 000 € pour un troisième associé)</p> <p>Majoration pour les projets stratégiques : + 30 000 €</p>
Modalités de versement (acomptes ?)	Acomptes, 2 maximum
<b>Procédure</b>	
Modalité de sélection des dossiers (principes de sélection + grille)	<p>La grille sera commune à tous les volets. Elle devra être en cohérence avec les mots clefs et objectifs précisés ci-après.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commercialisation (vente directe / circuit court)</li> <li>- Environnement</li> <li>- SIQO (appellation d'origine) et bio</li> <li>- Actions collectives</li> <li>- Valeur ajoutée à l'exploitation agricole (complexité de l'instruction)</li> <li>- Egalité hommes / femmes</li> <li>- Type de porteurs</li> <li>- Zones en déficit de renouvellement ou Zone de déprise agricole (attention, reprendre la formulation exacte utilisée pour la DJA)</li> <li>- Jeunes agriculteurs (nouveaux installés)</li> <li>- Maîtrise du risque économique (projets stratégiques)</li> </ul>
Eligibilité temporelle des dépenses	
Engagements du bénéficiaire	
Contrôles, conséquences et sanctions	